

LA NATION

journal vaudois



Fondée en 1931, la Nation est le journal bimensuel de la Ligue vaudoise, mouvement politique hors partis voué au bien commun du Pays de Vaud.

Le numéro: 3 francs. Abonnement annuel: 72 francs; gymnasiens, apprentis et étudiants: 30 francs; payable au compte de chèques postaux 10-4772-4

Un parti opposé à l'armée n'est pas à sa place au gouvernement fédéral

Les socialistes conçoivent l'histoire comme un progrès général de l'humanité. Cette marche en avant subit parfois des coups de frein, des détours, voire des retours en arrière; elle n'en est pas moins inéluctable: tôt ou tard, le capitalisme sera dépassé au profit d'un régime universel, rationnel et pacifique. Révolutionnaires et réformistes en sont d'accord et ne diffèrent que sur les moyens à utiliser pour opérer ce fameux dépassement du capitalisme.

Pour les révolutionnaires, le système bourgeois, oppressif à l'intérieur, impérialiste à l'égard des Etats voisins, est irréformable. Il retombe toujours sur ses pieds et arrive à faire de l'argent dans n'importe quelle situation. Seule une révolution violente peut y mettre fin. Il faut concéder aux révolutionnaires qu'ils sont clairs sur leurs buts et leurs moyens. Ils ne craignent pas d'être haïs, marginalisés ou persécutés, car ils se considèrent comme la lumière et, s'il le faut, comme le combustible de l'Histoire. Il y a, dans toute idéologie, un fond de religion pervertie.

Les réformistes jugent au contraire possible de coopérer avec les partis bourgeois, notamment dans le cadre de la paix du travail. Ils participent au gouvernement et soutiennent l'armée, il est vrai du bout des doigts. «Collaboration de classe», «complicité objective», dénoncent les révolutionnaires. «Réalisme» et «responsabilité», répondent les réformistes.

La collaboration des socialistes à une société capitaliste dont ils contestent la légitimité est une bonne chose, notamment dans les relations entre partenaires sociaux. Elle impose bien sûr aux élus socialistes et aux chefs syndicaux de refouler leur idéologie dans un coin de leur conscience. Ils le font plus ou moins sincèrement.

Mais refouler n'est pas supprimer. L'idéologie reste prête à ressortir de sa boîte à la moindre occasion.

Pour les socialistes, comme pour tout idéologue, d'ailleurs, leur idéologie est d'abord un asile protecteur. C'est un monde d'évidences d'où les incertitudes sont bannies et où la réalité se plie aux discours. C'est une chambre pleine de jouets colorés, où les méchants et les gentils sont clairement identifiés. Le parti y revient à chaque fois qu'il se sent faible. Quand il est déchiré par des rivalités internes, par exemple, une plongée dans l'idéologie lui permet de sauver son unité en attribuant la responsabilité de ses conflits à un ennemi extérieur, les partis bourgeois, les patrons, les banquiers, les multinationales. En période de crise politique, financière ou électorale, quand le réel semble échapper à la volonté et même à l'analyse, le simplisme sans faille du discours idéologique vient à point pour colmater les doutes existentiels et empêcher les troupes de désespérer.

L'idéologie refait aussi périodiquement surface à travers les jeunes du parti, dont l'expérience n'a pas encore ébranlé

les certitudes et la pureté. Ces jeunes gens secouent le cocotier et rejettent comme autant de compromissions inadmissibles les arrangements avec les partis bourgeois et les conventions collectives passées entre les syndicats et les patrons. C'est ce qui s'est passé lors du dernier congrès du parti. Sous la pression des jeunesses socialistes, le parti est docilement revenu à ses fondamentaux: suppression de l'armée, dépassement du capitalisme, revenu minimum garanti, caisse maladie unique, droit de vote à seize ans.

Tout en haut du cocotier, les vieux singes sont déchirés: d'un côté, il y a des acquis sociaux à défendre, des positions politiques à tenir, sans doute aussi des places confortables et des visées électorales à préserver; de l'autre côté, il y a l'idéologie. Or, sur ce point-là, les vieux singes sont bien obligés d'être d'accord avec leurs accusateurs. Alors, pour ne rien perdre, ils font le grand écart. Ils rédigent des communiqués ménageant la chèvre et le chou. Le président Levrat se répand dans la nature et les médias pour expliquer que les socialistes ne veulent pas supprimer l'armée tout de suite, qu'il s'agit d'une vision à long terme (long terme, que de contradictions n'a-t-on pas esquivées en ton nom!), une vision qui a d'ailleurs toujours fait partie de leur programme. En un mot, rien n'a changé, ce qui fait – là est évidemment l'essentiel – qu'il n'y a aucun motif de mettre en question la participation des socialistes au gouvernement fédéral.

La défense, notamment militaire, du pays est la tâche première de l'Etat. Concevoir non seulement l'organisation et le budget militaires, mais aussi l'ensemble de notre politique étrangère dans une perspective antimilitariste, même à long terme, c'est affaiblir dès à présent la souveraineté suisse. On ne traite pas de la même manière un Etat qui a les moyens de se défendre et celui qui s'annonce prêt à céder sans combattre au premier envahisseur venu. La lâcheté militaire révèle la lâcheté politique.

Certes, toutes les formations importantes, socialistes compris, ont leur place au Conseil fédéral. Certes encore, depuis 1989, date-clef de tous les lâchages, ce ne sont pas des socialistes, mais un démocrate-chrétien, Arnold Koller, un radical, Kaspar Villiger, deux UDC à l'ancienne, Adolf Ogi et Samuel Schmid, et un UDC nouveau style, Ueli Maurer, qui ont œuvré au délitement de notre force militaire.

Il n'empêche qu'un parti qui désire collaborer au gouvernement fédéral doit impérativement reconnaître la légitimité de l'armée suisse. C'était vrai en 1935, quand les socialistes se sont ralliés au principe de la défense nationale – ralliement qui leur permit d'accéder au Conseil fédéral –, c'est vrai aujourd'hui et ça restera vrai tant qu'il y aura un territoire à défendre et des armées pour le menacer.

OLIVIER DELACRÉTAZ

A nos lecteurs

Le temps du réabonnement arrive. Comme vous le savez, *La Nation* vit du seul produit des abonnements. Les collaborateurs du journal, y compris le rédacteur en chef, sont entièrement bénévoles. Le temps et la peine qu'ils consacrent à réaliser tous les quinze jours un numéro aussi varié et intéressant que possible n'a d'autre raison d'être que de participer au bien commun vaudois.

Nous vous avons annoncé l'année passée que la Poste prévoyait de nous priver de la réduction des frais de port accordée autrefois d'office aux journaux d'abonnement. Tous en bénéficiaient alors, les organes à faible tirage comme les grands journaux. Ce système d'arroser universel n'était pas très rationnel, mais, ne posant aucune exigence autre que celle d'être un journal d'abonnement, il nous évitait de devoir nous conformer à quelque critère que ce fût, préservant ainsi notre totale liberté d'expression. Les télécommunications, fortement bénéficiaires, compensaient la perte qui en résultait pour la Poste.

Puis les PTT furent dissous, la Poste perdit son monopole et devint une

entreprise soumise à la concurrence. Il ne lui était plus possible de soutenir la presse de ses propres deniers.

Jugeant qu'il revenait à l'Etat de préserver la diversité de la presse et de renforcer son rôle dans la formation de l'opinion et de la réflexion politique, les Chambres décidèrent d'attribuer une enveloppe d'un certain nombre de millions à la Poste pour maintenir des tarifs avantageux pour les journaux.

Mais elles désiraient aussi freiner l'endettement fédéral. Il fallait donc réduire le nombre des bénéficiaires et par conséquent choisir des critères de sélection. Le but visé était flou, les critères le furent aussi. La Poste les interpréta à sa manière. La presse associative reçut, grâce à un lobbying intense, la plus grosse part du gâteau. C'est une presse honorable, sans doute, mais qui ne contribue en rien à la réflexion politique et à la formation de l'opinion. *La Nation* passant à la trappe, nous avons recouru, auprès du Tribunal administratif, puis auprès du Tribunal fédéral. Celui-ci vient de confirmer la décision de la Poste. Nous déplorons la brutalité d'une décision qui élève d'un coup nos frais de presque mille francs par mois et

nous oblige en outre à payer trois ans d'arriérés.

Le discours convenu des élus fédéraux sur le nécessaire soutien à la presse d'opinion débouche ainsi sur le refus de soutenir l'un des rares journaux d'opinion survivants. Car c'est un fait que la presse d'opinion se porte mal. Outre *La Nation*, en effet, et si l'on excepte les feuilles plus ou moins éphémères d'extrême-gauche, on ne voit aujourd'hui guère, dans le paysage vaudois et romand, que l'impertinent et provocateur *Pamphlet*, qui fête ces jours-ci ses quarante (premières) années passées à «ne pas subir» et à combattre avec acrité les réformes scolaires, judiciaires, institutionnelles et ecclésiastiques inspirées de la modernité.

Pour sa part, *La Nation* continuera à rappeler à ceux qui nous gouvernent, trop souvent distraits par les élections, quelques réalités politiques et sociales essentielles: les communautés cantonales séculaires et leur autonomie législative, l'alliance fédérale neutre et armée, garante des souverainetés cantonales, la maîtrise des frontières économiques permettant de recréer des conditions de réelle concurrence entre les

produits suisses et les importations, la nécessité d'une paysannerie vivant de son travail plutôt que d'humiliantes subventions, les accords entre partenaires sociaux, l'autonomie des familles, des corps professionnels et des communes et, ne l'oublions pas, l'ordre dans les rues, condition matérielle de l'exercice des libertés concrètes.

Cela dit, la situation est simple. Avec la nouvelle donne, nos frais de fabrication augmentent d'un peu plus de 11%. Nous sommes obligés de répercuter cette hausse sur le prix de l'abonnement, qui passe ainsi de 72 à 80 francs.

Beaucoup de nos abonnés arrondissent libéralement le montant de l'abonnement. Cela nous permet de soutenir des actions politiques et d'offrir l'abonnement à des personnes qui ont de la peine à nouer les deux bouts. Nous espérons que, cette année, ces dons seront particulièrement généreux et nous aideront à régler les arriérés que nous devons à la Poste, mais que nous n'avons pas voulu reporter sur le prix de l'abonnement.

LA RÉDACTION

L'armée, nécessaire et impossible

En tant qu'il est aussi un animal, l'homme dispose d'une énergie immense pour se conserver et se reproduire, mais son instinct n'est pas sûr. Sa force se manifeste d'une manière excédant parfois la dépense qu'exige la perpétuation de l'espèce. Certains considèrent avec raison que l'être humain est un animal dénaturé.

Pour compenser sa détresse première et son inadaptation – il passe de longues années pris en charge par ses géniteurs et ne peut se reproduire que vers douze ans – l'humain coopère avec ses semblables. Il vit dans des familles et des cités où l'intelligence collective assiste son instinct vacillant. Des mœurs et des lois réglant la vie commune canalisent la violence dont il est capable.

L'art de préserver et d'organiser l'existence d'une communauté s'appelle la politique. La police est l'instrument à disposition des gouvernants pour maintenir l'ordre interne à la cité. L'armée constitue l'ensemble des forces militaires lui permettant de défendre ses intérêts face à des voisins hostiles. Armée et police sont nécessaires pour discipliner la force vitale qui menace, chez l'être humain, de dégénérer à tout instant en violence anarchique.

Presque tous les peuples de la Terre ressentent la nécessité d'une armée. Une majorité des Suisses est encore favorable à l'armée de milice.

Chez les «élites» en revanche, ce sentiment s'émousse.

Interviewé dans *l'Hebdo*, le commandant de corps Andrey dit attendre des autorités politiques qu'elles fixent

une mission principale à l'armée et qu'elles lui allouent les moyens financiers de l'accomplir.

Il se trouve que la plupart des politiciens s'occupent des questions militaires lorsque des menaces évidentes planent, autrement dit trop tard. Ce n'est pas nouveau. En démocratie, au commencement d'une guerre, les armées sont rarement prêtes au combat. On y dénigre la diplomatie et la défense, tenues pour des activités de second ordre, alors qu'on les considérait jadis, en plus de la justice, comme les tâches régaliennes de l'Etat, celles auxquelles le roi ne pouvait se soustraire. On nous répète que les conseillers fédéraux débutant dans le métier ne voudraient pour rien au monde diriger le département de M. Maurer ou celui de M^{me} Calmy-Rey.

Comment expliquer ce désintérêt profond?

La cause la plus générale est que personne ne veut plus avoir affaire avec la part animale et communautaire de l'humain. On ne veut plus entendre parler ni de territoires ni de luttes pour la survie ni de violence. Cela se comprend car les conflits du XX^e siècle ont dépassé en horreur tout ce que les peuples occidentaux pouvaient imaginer. Personne n'a envie de faire la guerre. Ceux qui l'aiment sont rares, mais ils existent. Ce petit fait tend à montrer que la guerre n'est pas le mal absolu. Elle a peut-être un sens qui nous demeure caché (nous avançons là, c'est le cas de le dire, en terrain miné...).

Certains idéologues, par exemple les socialistes suisses en congrès, se

disent qu'il faut supprimer l'armée – et par la même occasion la Confédération – parce qu'elle risque de causer la guerre, de même que l'arme à la maison incite au meurtre ou au suicide. Sans nation, pas d'armée; sans armée, pas de guerre!

C'est prendre le problème par le mauvais bout. Ni les nations, surtout les petites, ni les armées n'engendrent les conflits, au contraire, elles en limitent l'extension et la sauvagerie. La politique conserve les cités en vie, par la diplomatie d'abord, puis par la force si besoin est, représentée par une armée régulière, organisée et disciplinée, soumise à un code d'honneur et à des conventions internationales. Des bandes informelles, des mafias ou des entreprises privées auxquelles les provinces de l'empire universel confieraient les conflits en sous-traitance remplaceraient vite les armées évincées.

La plupart des politiciens ont une vue utopiste de l'humanité. Un jour, celle-ci sera réconciliée avec elle-même. Pour les socialistes, l'homme est naturellement bon, mais les inégalités, notamment économiques, altèrent cette bonté. Quand elles auront été aplanies, l'homme retrouvera l'état de nature. Il n'y aura plus de violence.

Les libéraux, eux, considèrent les hommes comme plutôt mauvais. Ils pensent pourtant aussi qu'une société civile mondiale les unira un jour. Des échanges commerciaux sans frontières et fréquents (le «doux commerce» de Montesquieu), encadrés par les principes du droit international, adouciront les caractères. La libre concurrence et

le sport (les jeux du cirque?) se substitueront à la guerre. Le droit remplacera la force. Néanmoins une police mondiale, constituée par les armées nationales reconverties en contingents de sécurité, restera nécessaire quelque temps afin de résorber les bouffées résiduelles de violence.

Les conceptions socialiste et libérale sont toutes deux antipolitiques. La politique suppose des communautés dont les chefs portent la responsabilité. Elle suppose un territoire à défendre. Elle suppose qu'on distingue ses amis de ses ennemis, les autochtones des étrangers.

La conception moderne, qui penche pour le multiculturalisme et considère la violence comme l'expression d'un malentendu, n'admet d'ennemis que provisoires. Quand tous les états dictatoriaux, totalitaires ou simplement «voyous» se seront convertis à la démocratie onusienne, la notion d'inimitié disparaîtra. Comme sur le réseau *Facebook*, les amitiés s'accumuleront par un effet «boule de neige».

Le mot «sécurité» s'impose comme l'un des plus prisés du vocabulaire. Associé à celui de «gouvernance», il permet d'ignorer les aspects désagréables de la violence et du pouvoir. Comme le disait l'ex-commandant de corps Keckeis, l'armée «produit de la sécurité». Les ministères de «la guerre», de «la défense» ou «des armées» se transforment en départements de la sécurité. «La sécurité est un secteur en forte croissance», nous dit le quotidien *Libération* du jeudi 7 octobre. On veut des généraux diplômés de troisième cycle en matière de «politique de sécurité».

Cette obsession de la sécurité vient peut-être de la féminisation de la société, la femme étant censément douée d'un instinct protecteur spécifique. Le monde est comme un foyer géant, relevant non plus des vertus martiales mais de l'économie domestique.

Ce qui est sûr, c'est que les politiciens deviennent des gestionnaires pour lesquels il est électoralement plus avantageux de distribuer la richesse à disposition que d'évoquer les menaces politico-militaires qui planent sur la vie même de la cité. Une bonne gestion de l'éducation, de la «prévention des conflits» et de la recherche scientifique en neurobiologie et en poléologie devrait mettre une bonne fois la violence universelle sous l'éteignoir.

Les enseignements de l'histoire ne comptent plus. On est entré dans une ère nouvelle, sans rapport avec un passé barbare et honni.

En 1989, la chute du Mur de Berlin a donné l'illusion d'une paix perpétuelle. La menace islamiste l'a à peine dissipée. Depuis cette date, l'armée suisse n'a cessé d'être secouée. Il est extraordinaire qu'elle existe encore. Il faut admirer les miliciens et les instructeurs professionnels qui ne baissent pas les bras. Les temps sont durs pour eux. Utopie multiculturelle, dépolitisation, féminisation, rejet du passé, haine de soi: les éléments se sont ligüés contre les armées. Le commandant de corps Andrey risque d'attendre longtemps des missions claires et des moyens.

L'histoire méprisée enseigne que les armées sont nécessaires. L'idéologie les juge superflues et leur rend la vie impossible.

JACQUES PERRIN

Aspects de la vie vaudoise

Le *Requiem* de Christian Favre

(jbr) Plus de deux ans après sa création en Argentine, le *Requiem* de Christian Favre arrive enfin sous nos latitudes. Pianiste de renom international et compositeur, Christian Favre a signé, avec son *Requiem*, une œuvre d'envergure pour soli, chœur et orchestre, dédiée à la mémoire d'un frère décédé d'un cancer. Le texte est le texte latin traditionnel de la Messe des défunts. Tous ceux qui attendent avec impatience la révélation de l'œuvre du musicien vaudois se rendront à la cathédrale de Lausanne le mercredi 24 novembre à 20h30. Les réservations peuvent se faire chez M&P Foetisch, rue de Bourg (021 323 94 44).

Chronique sportive

(ar) Deux Vaudois sont devenus champions du monde juniors d'aviron, au mois d'août dernier, en République tchèque. Avec deux coéquipiers schaffhousois, Augustin Maillefer (Lausanne-Sports) et Louis Margot (Forward Morges) ont gagné la médaille d'or de l'épreuve à quatre avec barreur. Une belle carrière attend sans doute ces deux jeunes rameurs vaudois.

La présente chronique ne pouvait pas passer sous silence le début de saison tonitruant de l'équipe de football du Lausanne-Sport. Le LS s'est brillamment qualifié pour la coupe d'Europe (*Europa Ligue*), après avoir éliminé les Bosniaques de Banja Luka, puis les Danois de Randers, et enfin les Russes du Lokomotiv Moscou. Les Vaudois se retrouvent maintenant dans un groupe à quatre (matches aller et retour), avec les Russes du CSKA

Moscou, les Italiens de Palerme et les Tchèques du Sparta Prague. L'équipe sera éliminée au terme de cette poule à quatre, mais les joueurs auront accumulé beaucoup d'expérience et de souvenirs. Le public a retrouvé le chemin du vieux stade de la Pontaise (construit pour la coupe du monde de 1954), modernisé pour l'occasion: chacune des deux parties contre les Moscovites a réuni plus de 10'000 spectateurs, celle contre les Pragois 8'000 personnes. En championnat suisse (*Challenge Ligue*), les Lausannois jouent aussi les premiers rôles, avec en particulier une mémorable victoire à Genève contre Servette. Pourvu que cela dure!

Une œuvre colossale

(fm) Pour fêter les quarante ans d'existence de son chœur Pro Classica de Morges, le chef Michel Dumonthay n'a pas craint de s'attaquer au *Te Deum* de Berlioz. Cette monumentale fresque chorale et orchestrale requiert des effectifs énormes («C'est colossal, babylonien, ninivite» écrivit l'auteur à Franz Liszt en 1855, année de la création, lors d'une cérémonie d'inauguration de l'Exposition universelle à Paris), raison pour laquelle le chef a fait appel à des renforts (l'Ensemble vocal Kneusslin de Delémont et le Chœur de La Coudre, sans compter la participation des Petits Chanteurs de Lausanne). Avec un peu plus de cent trente voix, on n'approche pourtant pas encore les effectifs demandés par Berlioz: deux cents choristes et un chœur de... six cents enfants! Quoi qu'il en soit, et étant donné que cette œuvre est rarement jouée, on ne manquera pas les concerts donnés au Temple de Morges

samedi 20 (19h) et dimanche 21 novembre (17h). [Réservation des billets sur le site www.proclassica.ch ou au n° de tél. 021 508 06 04]

ש ל ם

(dl) *Shalom*, c'est-à-dire: paix. La Communauté Israélite de Lausanne et du Canton de Vaud a fêté dans la première quinzaine de novembre le centenaire de la Synagogue de Lausanne. Les diverses manifestations qui ont célébré cet événement n'ont pas manqué de grandeur, en particulier la cérémonie officielle qui a eu lieu le 4 novembre et lors de laquelle on a entendu, chose exceptionnelle, sonner le *schofar*. Ces sons, étranges pour nos oreilles, ne retentissent ordinairement qu'aux deux jours de Rosh Hashana et à l'issue du jeûne du Kippour; la tradition juive attribue à cette sonnerie la symbolisation de la miséricorde et de la reconnaissance, et c'est ainsi que la Communauté a voulu remercier le Canton tout entier de l'accueil qui lui a été réservé jusque dans sa Constitution.

La fête de ce centenaire a aussi été illustrée par plusieurs moments musicaux, en particulier un grand concert de musiques liturgiques, toutes rapportées aux principales fêtes juives, présentées dans une élégante monographie reliée. On a pu entendre, sous la direction d'Antoine David (qui cumule donc, de manière significative, les fonctions de président de la Communauté, de cantor et de chef d'orchestre), outre plusieurs solistes remarquables, les ténors et les basses du Chœur de l'opéra, préparé par Véronique Carrot, et un chœur d'enfants qui ont manifestement ému toute l'assemblée.

Tout est permis aux écolos

Les adeptes des énergies renouvelables sont au-dessus des lois. Ils se croient tout permis, car la fin justifie les moyens; et la fin, c'est le sauvetage de la Planète. En regard de ce programme primordial et visionnaire, que valent les vulgaires règles ordonnant la vie de chaque jour, de toute façon entachée du vice fondamental de la surconsommation des ressources terrestres et du viol de la nature? Ils avancent donc en ne pensant qu'à leur grande et unique Idée, ces croisés d'une moderne croisade, ces prophètes d'un avenir régénéré, ces saints d'une nouvelle religion.

C'est le cas des cyclistes idéologues. Pas ces pathétiques bécaniers évoqués fraternellement ici-même par Jean-Blaise Rochat, broyés par l'antivilisation motorisée, ne violant les règles de la circulation routière que

sous l'empire de la nécessité et avec la plus mauvaise conscience. Voyez plutôt ces pédaleurs sûrs d'eux et de leur supériorité, le casque en bataille et la roue missionnaire, qui s'approprient les trottoirs et brûlent les feux rouges; car le fait de progresser à la force inépuisable du mollet leur confère une fraîche légitimité et les hisse au-dessus du commun.

Les thuriféraires des panneaux photovoltaïques en colleraient partout, au mépris des belles toitures de nos villages et de nos bourgs. Adieu, tavillons, ardoise, cuivre et terre cuite! Place aux surfaces banales, lisses et luisantes issues de l'industrie verte triomphante! Le hameau de Taveyenne, miraculeusement préservé des atteintes de la vie moderne durant des générations, est aujourd'hui enlaidi par des panneaux solaires installés

dans le prolongement des toits. Qu'importe le patrimoine et que règne l'énergie verte!

Pour assurer le massacre définitif de nos sites, voici les éoliennes. Les producteurs d'électricité (qui en font beaucoup trop pour se donner une allure écolo), avec la complicité des pouvoirs publics, prévoient d'en édifier partout: à Sainte-Croix dans le charmant coin de la Gitaz et au Mont-des-Cerfs, écriin sauvage de la bourgade industrielle, à Sainte-Catherine pour urbaniser cet austère défilé bordé de forêts profondes, ailleurs dans le Jorat, dans le Gros-de-Vaud, dans la plaine de l'Orbe pour condamner les détenus à endurer le chuintement des hélices, à la Vallée de Joux et sur les crêtes du Jura, par dizaines.

L'éolienne, en elle-même, n'est point laide, avec son long mât et ses pales aérodynamiques. Elle a en outre quelque chose de philosophiquement émouvant: quand on sait qu'elle produit le courant quatre fois plus cher qu'une centrale atomique, et cela dans les quelques moments où le vent souffle assez pour la mouvoir (si bien qu'il faut la doubler d'une sûre réser-

ve nucléaire), sa façon désespérément inutile de brasser de l'air offre l'image des vanités humaines. Mais cette petite satisfaction de la pensée ne saurait justifier qu'on dénature nos paysages.

Or le saccage s'opère en toute impunité, car la noble cause autorise toute atteinte aux sites. Que l'Armée veuille planter une antenne sur un sommet, et toute la République antimilitariste crie à la haute trahison. Qu'un vigneron ait le front de dresser une pergola sur son parchet, et l'administration, sourcilleuse, le condamne. Mais des mâts de soixante mètres de hauteur et d'au moins cinq mètres de diamètre à la base, visibles six lieues à la ronde, dotés d'immenses hélices aux gémissements lancinants, munis d'installations annexes et de voies d'accès pour poids lourds, toutes ces nuisances en plein dans des zones dignes de protection? L'Etat donne sa bénédiction, car de là viendra le salut. Je lève les yeux vers les montagnes, et je vois des éoliennes.

JEAN-FRANÇOIS CAVIN

D'Evreux à Cossonay

La Nation pourrait consacrer une chronique régulière aux seules orgues du Canton de Vaud dans leurs diverses phases de projet, de conception, de réalisation, de restauration, d'inauguration... et d'accompagnement, sans parler même de cette phase décisive qu'est la recherche de fonds. C'est toute une économie qui est en jeu, tout un monde d'artistes et d'artisans qui non seulement créent et touchent de nouveaux instruments, mais qui les restaurent, les relèvent (comme on dit dans le métier) et les copient même, au-delà des frontières. Les belles orgues de la cathédrale ont bien été construites par le facteur américain Fisk, mais c'est l'entreprise valaisanne Füglistler qui a construit à Grimisuat les orgues de l'église réformée de Kagoshima au Japon (mais aussi le nouvel orgue du Prieuré à Pully et celui du Sacré-Cœur à Lausanne), comme Cavallé-Coll celles du Sanctuaire de Saint-Ignace de Loyola en pays basque, ou le Saint-Gallois Simon Scherrer l'admirable orgue à quatre claviers de Saint-Antoine-l'Abbaye en Isère, ou encore MM. Saby en Isère et Grenzing près de Barcelone le petit orgue de la paroisse Saint-Joseph à Malley, pour ne citer que quelques exemples entre mille autres. Nous ignorons s'il existe un registre européen des facteurs d'orgues, dont la plupart sont inconnus du grand public, comme sont inconnues les milliers de partitions d'organistes qui ont laissé, presque anonymes, les œuvres, et parfois des chefs-d'œuvre, qu'ils ont souvent commencé par improviser. Si c'est le cas, ce registre devrait comprendre le nom de Bernard Cattiaux, en Corrèze, non pas seulement parce qu'on lui doit la restauration des grandes orgues de Notre-Dame de Paris ou celles de la Collégiale de Saint-Ursanne, mais parce qu'il a découvert dans les réserves du Musée d'Evreux (Eure)

un petit orgue, dit de table, dont on ignore le facteur, mais qui a été remarquablement restauré au début du XVII^e siècle par le facteur flamand Languedul. Le Corrèzien s'en est inspiré pour réaliser le ravissant orgue de chœur du temple de Cossonay. Il est assez extraordinaire qu'on trouve aujourd'hui dans cette belle église un instrument aussi insolite. Voyez plutôt: un seul clavier de quarante-cinq touches, sept registres, donc à peine plus que trois cents tuyaux, un tempérament mésotonique (pour faire court: selon la gamme pythagoricienne, donc non tempérée), une soufflerie électrique mais qui peut être manœuvrée manuellement grâce aux deux courroies de cuir qui actionnent les soufflets, le tout dans un buffet de merisier dont les élégantes sculptures évoquent déjà les musiques du seizième siècle; en un mot, un bijou d'orgue dans un plus bel écrin. Au dernier dimanche d'octobre, Pierre-Alain Clerc, talentueux expert, nous a fait découvrir et l'instrument et les œuvres exquises de Claudin de Sermsy ou d'anonymes espagnols, de l'Andalou Bermudo ou de Correa de Arauxo, pour ne citer que les moins connus. Un régal, dans une église comble et comblée.

Les habitants de Cossonay ont vraiment beaucoup de chance, et on leur en souhaite autant dans la réalisation – à venir – de leur grand orgue.

DANIEL LAUFER

Nécessité d'agir

Une dépêche de l'Agence France Presse du 24 octobre titre: «Canada: un tireur fou à vélo fait deux morts et sème la panique à Winnipeg.»

Qu'attendent les autorités pour interdire les vélos?

P.-G. B.

Entretiens du mercredi

Ces entretiens ont lieu le mercredi à 20h00 dans nos locaux de la Place Grand-Saint-Jean 1 à Lausanne. L'entrée est libre.

Prochains rendez-vous:

24 novembre:	Félicien Monnier	Autour du «Rapport de politique de sécurité 2010» (RAPOLSEC 2010) et du «Rapport sur l'Armée»
1^{er} décembre:	Pierre-Antoine Hildbrand	Les écoles privées

Revue de presse

Le grand écart

Dans *Le Temps* du 13 novembre, sous la signature de Bernard Wuthrich:

Les socialistes de Thoune ont failli avaler leur gamelle lorsqu'ils ont lu le nouveau programme politique du parti suisse, qui réclame l'abolition de l'armée. Pour une double raison. Premièrement, l'armée est l'un des principaux employeurs de la ville. Deuxièmement, le PS détient la mairie de Thoune mais risque de la perdre aux prochaines élections municipales, qui ont lieu... dans deux semaines! Assez pour exiger que le président du parti viennois s'explique.

Christian Levrat s'est exécuté. Il s'est voulu rassurant: le PS demande bien la suppression de l'armée, mais pas avant six ans. Ouf, les élections seront passées depuis longtemps.

Six ans... Est-ce aussi le temps qu'il faudra au PS pour quitter le gouvernement fédéral ou refaire un tour sur route?

Ph. R.

Retour à l'Etat totalitaire

En 1997, la France a supprimé le service militaire obligatoire (conscription), rappelle dans *24 heures* du 11 novembre son correspondant à Paris, M. Jean-Noël Cuénod («Fin du service obligatoire: l'exemple français»):

[...] Aujourd'hui, ce creuset social manque cruellement à la France, dont le modèle républicain d'intégration vole en éclats. Plusieurs voix, à droite comme à gauche, s'élèvent outre-Jura pour proposer des solutions destinées à combler cette lacune. [...]

Les gens, de la III^e République à la fin du XIX^e siècle, imaginaient, grâce aux «valeurs républicaines» enseignées par l'Ecole laïque obligatoire, pouvoir combler le vide spirituel et moral causé par la déchristianisation de la France. L'échec est patent. On ne voit pas en quoi la conscription sous quelque forme que ce soit pourrait y remédier. Passant à la Suisse et à l'abolition de l'armée proposée par le parti socialiste, M. Cuénod poursuit:

[...] Abolir le service militaire obligatoire est une chose. Supprimer

le creuset social qu'il représente en est une autre. Pourquoi ne pas concevoir un «service citoyen», destiné à renforcer les autorités municipales, cantonales ou fédérales, à épauler les œuvres d'entraide? Ce ne sont pas les tâches qui manquent. Il devrait concerner tous les jeunes, quel que soit leur sexe. Faut-il le rendre obligatoire? Oui, dans la mesure où cette contrainte s'appliquerait à toutes et à tous – sauf motifs médicaux – de façon égalitaire. Personne ne devrait échapper à cette prise de conscience que nous appartenons tous à une collectivité, au-delà de nos origines.

Ah! la nostalgie des cohortes de jeunes défilant en chantant, la pelle sur l'épaule, dans le «Service du travail» inauguré par un certain Adolf Hitler! On imagine chez nous les théories inspirées par le suisse démocratique jointes à des cours de *schwytzertütsch* que devraient subir les malheureux conscrits astreints à un travail obligatoire que des professionnels exécuteraient mieux qu'eux. Seul un Etat totalitaire mobilise toute sa jeunesse pour autre chose que la défense armée de son territoire.

E. J.

Antiques innovations et manque d'érudition

Raillant avec condescendance «ceux qui cherchent à retourner dans un passé qui n'existe plus» (sic), les responsables genevois d'un «espace de *coworking* aux avant-postes de l'économie» (re-sic) annoncent une conférence sur la théorie du «dividende ou allocation universelle», théorie dont ils nous annoncent fièrement qu'elle est connue... depuis 1920. Et au lieu de faire preuve d'auto-dérision avec un titre du genre: «Comment gagner beaucoup d'argent sans rien fiche», ces gens très sérieux ont préféré intituler leur conférence: «Revenu universel: et s'il rimait avec avenir?»

Eh bien non, ça ne rime pas.

P.-G. B.

On nous écrit :

La Suisse des régions et le « sens de l'Histoire »

L'émission de la TSR *Forum* du 16 septembre dernier était consacrée à la revendication par le demi-canton de Bâle-Campagne d'un deuxième siège au Conseil des Etats. Le débat était animé par M. Revaz, bouillonnant journaliste-animateur de la RSR, qui veut faire mousser l'actualité mais ne voit pas qu'il en agite seulement l'écume. Les invités : un conseiller national de Bâle-Campagne, un conseiller d'Etat de Bâle-Ville, M. J. Clerc, ancien fonctionnaire chargé du Parlement fédéral et enfin un « politologue » vaudois bien connu et apparemment incontournable, voire omniprésent sur les ondes romandes : M. F. Cherix.

Cette émission a offert, une nouvelle fois, une tribune à M. Cherix pour étaler ses thèses concernant la modification des institutions politiques fédérales, et en particulier pour promouvoir l'idée d'un nouvel étage institutionnel restant à créer : les « régions » (suisses).

Le postulat de M. Cherix : le fait de regrouper des cantons (ou des parties de ceux-ci) contribuerait à les rendre (ainsi que la Suisse dans son ensemble bien sûr) mieux gouvernables, les cantons et les régions (« surtout les agglomérations ! » insistent les deux Bâlois) étant mieux représentés au niveau fédéral.

Prospective : un découpage de la Suisse en « régions » (combien et selon quels critères ?) rendrait celles-ci plus fortes. Soit ! En poussant le raisonnement à l'extrême, pour que ces régions soient vraiment fortes, on pourrait en arriver, par fusions successives, à seulement deux entités : d'un côté la « Super-région Suisse romande » (avec ou sans le Jura bernois ? la Singine ? le Haut-Valais ?... et le Tessin ?) et, de l'autre côté, une seule « Super-région Zurich », avec Berne, éventuellement en « district-capitale ». Au fait, ça ne vous fait pas penser un tout petit peu à la Belgique ?

Est-ce vers ce type de découpage et ... d'impasse qu'on veut aller, ou plutôt qu'on veut nous mener ? Encore plus extrême, afin d'être définitivement imbattable en force et en représentativité : la « Super-super région ZüriLand », comprenant l'ensemble du territoire fédéral et qui pourrait être, finalement, entièrement interchangeable avec notre Confédération.

Ça, ce serait de la représentativité « imbattable ».

Pour quels scénarios ? Des entités plus grandes risquent d'accroître les antagonismes entre toutes ces « régions » (toutes mieux « représentées » les unes que les autres), sans diminuer la somme des problèmes intra-régionaux.

Des arbitrages devraient être faits, au bénéfice de certaines parties, donc au détriment d'autres parties constitutives de la « région ». Les régions deviendraient-elles plus riches que la somme des cantons qui les constitueraient ?

Et si toutes les « régions » étaient « mieux représentées », il pourrait en résulter des antagonismes plus puissants, sans pour autant éviter la marginalisation de certaines parties.

Pour quels résultats ? Le citoyen des cantons y gagnerait quoi au juste ? A part l'éloignement des centres de décisions, ou alors la multiplication des couches institutionnelles, et certainement la surcharge des politiciens : à notre avis rien de concret. Rien de plus efficace et en tout cas rien de plus dynamique que ce qui existe déjà. M. Cherix, sagement contredit par M. Clerc qui gardait une vision moins éthérée du problème, invoqua alors, inspiré et péremptoire, le « sens de l'Histoire »... rien que ça !

Il se servait aussitôt des exemples de la multiplication des collaborations entre Vaud et Genève dans les années suivant le refus par le peuple de la fusion de ces deux cantons. Et si c'était justement, à côté bien sûr des nécessités

de l'époque, parce que nous avons bien deux cantons souverains, maîtres de leurs capacités financières et à nouveau ragaillardis, que cette étroite collaboration était à nouveau fructueuse ? Prenant exemple sur le développement de l'Arc lémanique (à l'exclusion de l'arrière-pays ?), sur le rapprochement de l'Arc jurassien (associer deux ou trois canards boiteux n'a jamais donné naissance à un aigle), M. Cherix se montrait très satisfait de lui-même, mais un peu court dans la réflexion.

Nos concitoyens « régionalisés » deviendraient-ils plus intelligents, les travailleurs moins stressés ? Nos banques plus sages, l'énergie moins coûteuse ? Nos villes plus sûres et moins bruyantes, la viande plus tendre ?

Le fameux « sens de l'Histoire » : que je sache, les pays Baltes n'ont pas demandé un nouveau rattachement à la Russie, et pas davantage à la Pologne ou à la Finlande pour être « plus forts » dans l'UE. Quant aux exemples donnés par les Tchèques et les Slovaques ou par les Balkans, ils illustrent bien que le fameux « sens de l'Histoire » ne va pas toujours dans une seule direction. Qui a dit Irlande, Catalogne ou Corse, pour ne parler que de l'Europe occidentale ?

Vous avez dit « sens de l'Histoire » ? En tout cas deux personnages ont laissé des traces dans celle du XX^e siècle. Anciens alliés, ils ont poussé leur peuple à marche (...ou crève) forcée dans le « sens de l'Histoire » mais dans des directions devenues opposées. L'un avait une grande mèche et une petite moustache et l'autre avait une grande moustache et une casquette garnie d'une étoile rouge.

La Suisse, entité politique multi-séculaire (qui dit mieux en Europe ?), s'est construite essentiellement sur la volonté d'Etats souverains façonnés par l'histoire, la géographie et l'économie. Ils se sont alliés progressivement dans un intérêt commun. Avec, à la base, l'idée simple de pouvoir exister et s'administrer, et pas d'être avalés ni dissous. La préoccupation majeure prévalant depuis longtemps, mais en tout cas

depuis 1848, était d'être respectés afin de maintenir un équilibre à coup sûr imparfait, mais profitable à tous.

Que seraient aujourd'hui nos fameuses « agglomérations », qui toutes se prennent pour un nombril, sans la stabilité politique, civile, économique et religieuse résultant, en Suisse, de cette multitude de compromis difficiles mais finalement respectueux ?

De quelle légitimité pourraient donc se réclamer les « régions », autre que celle du subtil et quasi miraculeux équilibre sans cesse menacé mais sans cesse renouvelé de la Confédération des cantons suisses ?

Les centres économiques forts ont-ils créé leur prospérité *ex nihilo*, ne devant rien à quiconque quant aux conditions cadres favorisant le développement économique ou démographique ? Attention à la tentation de se croire tout-puissant, au danger de glisser dans l'arrogance envers ceux qu'on suppose plus faibles ou moins méritants. Avons-nous des cantons de première et d'autres de seconde zone ? Les cantons ont-ils des districts et ceux-ci des communes de pointe et d'autres négligeables ?

Le cheminot uranais contribue-t-il plus ou moins à la prospérité générale que le chimiste bâlois, et l'hôtelier grison par rapport à l'ingénieur neuchâtelois ? L'instituteur obwaldien et le professeur de l'EPFZ ? L'informaticien genevois et l'électricien-barragiste valaisan ? Bien malin qui pourra nous apporter la réponse !

Comme en navigation, la vigie pourrait crier : « Danger ! Illusions droit devant ! »

Alors, pour ce qui est des fantasmes, les bonimenteurs continueront d'agiter des idées creuses et de devenir grandiloquents, en se référant docement au « sens de l'Histoire ».

De notre côté, nous pensons que l'Histoire n'a pas un sens mais qu'elle a un poids, et que ce ne sont pas les brasseurs de vent ni les polémiqueurs professionnels qui en modifieront la valeur.

MARC-ANDRÉ ALTHAUS

Henri Guisan suscite l'intérêt des Confédérés

Qu'en Pologne une plaque commémorative ait été dédiée au Général Guisan est un événement heureux (cf. *La Nation* n° 1901 du 5 novembre 2010), remarqué aussi par la presse militaire de Suisse alémanique. Pendant les années nonante, lorsque la Suisse fut âprement critiquée en raison des comptes laissés en déshérence et de sa politique d'asile pusillanime pendant la Deuxième Guerre mondiale, le fils du commandant de la division polonaise internée en Suisse à l'époque, Prugar-Ketling junior, tenta de faire entendre un autre son de cloche : cinéaste, il envisagera de produire un film montrant l'hospitalité helvétique vis-à-vis de la troupe de son père. Le projet échoua, mais cette bonne intention ne doit pas être oubliée.

Or, ce n'est pas seulement en Pologne qu'un hommage a été rendu à Henri Guisan, cinquante ans après sa

mort. En Suisse alémanique, où l'on a également évoqué les mérites de l'ancien commandant en chef, en cette année 2010, l'édition d'une nouvelle biographie du général a été remarquée. Cette fois-ci, elle est destinée à un public très large ; elle est due à Markus Somm : *General Guisan, Widerstand nach schweizer art* (éditions Stämpfli, Berne 2010, 49 francs). En mai, ce livre en était déjà à son troisième tirage, ce qui démontre l'intérêt marqué de la part du public suisse de langue allemande. L'auteur est historien, ancien rédacteur de la *Weltwoche*, récemment promu rédacteur en chef de la *Basler Zeitung*. Homme de droite, il n'a pas échappé à la critique, notamment de la part de tel ou tel historien bien en cour. Mais il a également reçu des échos favorables. J'ai apprécié un style fort attrayant et la manière vive et colorée de présenter les faits. On a remarqué que Somm n'est pas dépourvu de sens critique, encore que ses arguments puissent parfois prêter à discussion. L'essentiel est qu'il a évité l'hagiographie peu crédible ou encore les contestations mesquines goûtées par ceux qui veulent remodeler l'histoire. Le succès de ce volume montre en tout cas qu'en Suisse alémanique le général n'est pas oublié ; au contraire, le besoin de mieux connaître ce grand Vaudois reste impressionnant.

ROBERTO BERNHARD

Le Coin du Ronchon

Ici on parle français sans accent

Tout a commencé dans un bus lausannois. Au troisième arrêt, l'auteur de ces lignes a sorti son agenda électronique et a marqué : « Ecrire quelque chose sur les voix insupportables qui annoncent les arrêts dans les bus. » En effet, les gens qui ont réalisé ces annonces vocales – composées, pour des raisons techniques, d'une succession de courts enregistrements séparés contenant chacun un mot – ne se sont donné aucune peine : le ton de la voix monte ou descend de manière absurde à chaque mot, de sorte que le résultat est affligeant et donne envie de sortir indépendamment du nom de la station. A tout prendre, on préférera donc le métro M2 et ses bruitages blets de castagnettes, de train à vapeur, de bateau à vapeur, de jambes cassées, d'ours et de fourmis.

En dehors des transports publics, on signalera d'autres effets vocaux encore plus horripilants : ce sont les accents étrangers qu'affectent – que sont obligés d'affecter – les acteurs qui tournent des séquences publicitaires. Passe encore de rouler les « r » pour vendre des pâtes, ou que l'armailli qui propose

du fromage d'Appenzell donne audiblement l'impression de venir du même endroit. Mais cet accent indéfinissable qui pourrait être aussi bien anglais, hollandais, allemand ou suédois, et que l'on tente néanmoins de définir en dévisageant la ravissante hôtesse, le jeune bellâtre mal rasé, la diva rayonnante ou le séduisant quadragénaire ténébreux qui tous, dans leur français artificiellement maladroit, espèrent nous convaincre d'acheter un nouvel aspirateur, un nouveau dentifrice, une nouvelle cuisine ou une nouvelle police d'assurance – toutes choses qui ne sont pas spécifiquement anglaises, hollandaises, allemandes ou suédoises –, eh bien cet accent, exagérément accentué, nous insupporte car il sonne faux et la mode en est usée. A tout prendre, on préférera donc les publicités de Monsieur Clowné, en anglais authentique et sous-titré sans accent.

La morale de tout cela est que les Vaudois n'ont pas assez d'accent et les autres trop. Il s'agit là d'un problème à la fois aigu et grave.

LE RONCHON

LA NATION

Rédacteur responsable :
Jean-Blaise Rochat

Rédaction et administration :
Place Grand-Saint-Jean 1
Case postale 6724, 1002 Lausanne
Tél. 021 312 19 14 (de 8h - 10h)
Fax 021 312 67 14

Internet : www.ligue-vaudoise.ch
Courriel : courrier@ligue-vaudoise.ch

Imprimerie Beck, Lausanne